

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

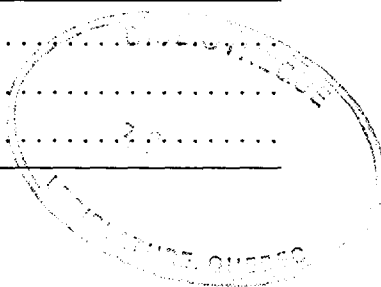
TRENTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

TROISIÈME SESSION

Projet de loi n° 110

**Loi sur les conditions de travail
et le régime de pension des membres
de l'Assemblée nationale**

Première lecture	1982-07-15
Deuxième lecture	1982-07-15
Troisième lecture	1982-07-15



PRÉSENTÉ PAR

M. JEAN FRANÇOIS BERTRAND

Leader parlementaire du Gouvernement

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1 9 8 2

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi établit certaines conditions de travail des membres de l'Assemblée nationale. Il prévoit l'indemnité annuelle et l'allocation de dépenses qui seront accordées à chaque député. Il fixe également les indemnités additionnelles dont pourront bénéficier certains titulaires de fonctions parlementaires. De plus, il établit le droit et les modalités de calcul et de paiement d'une allocation de transition qui sera versée à un député au moment où il cessera d'être membre de l'Assemblée nationale.

Le projet de loi constitue également un nouveau régime de pension applicable à toute personne qui deviendra membre de l'Assemblée nationale après le 1^{er} janvier 1983 si elle ne bénéficie pas à ce moment d'une pension versée en vertu de la Loi sur la Législature. Ce régime de pension sera également applicable au député qui optera d'y être assujéti au lieu d'être visé par le système de pension constitué en vertu de la Loi sur la Législature.

Le projet de loi prévoit enfin des modifications au système de pension actuel afin de l'adapter au nouveau régime de pension que le projet de loi établit.

Projet de loi n° 110

Loi sur les conditions de travail
et le régime de pension des membres
de l'Assemblée nationale

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

CHAPITRE I

CONDITIONS DE TRAVAIL

SECTION I

RÉMUNÉRATION

§ 1.— *Indemnités*

1. Chaque député reçoit une indemnité annuelle de 35 096 \$.

2. L'indemnité qui est prévue à l'article 1 est majorée à 37 202 \$ à compter du 1^{er} avril 1983.

Il ne doit pas être tenu compte, entre le 1^{er} avril 1983 et le 31 décembre 1983, de la majoration de l'indemnité prévue au premier alinéa aux fins du calcul d'une indemnité additionnelle prévue à l'article 7 de la présente loi ou à l'article 7 de la Loi sur l'exécutif.

3. À compter de l'année 1984, l'indemnité annuelle est, le 1^{er} janvier de chaque année, ajustée selon le taux d'augmentation de l'indice des prix à la consommation pour le Canada déterminé par Statistiques Canada.

Le taux de cette augmentation est établi par l'indice des prix à la consommation pour le Canada pour le mois précédant l'ajustement, réduite de l'indice des prix à la consommation pour le Canada du même mois de l'année précédente, divisé par ce dernier indice des prix à la consommation.

4. Lorsque le produit de l'ajustement visé dans l'article 3 n'est pas un multiple de 100 \$, le montant de l'indemnité annuelle est fixé au plus proche multiple de 100 \$.

5. L'indemnité annuelle ne peut être inférieure à celle de l'année précédente.

6. Aux fins des indemnités et de l'allocation prévues dans la présente section, une personne est censée être devenue député à l'Assemblée le jour fixé la dernière fois pour l'élection d'un député à l'Assemblée pour la circonscription électorale qu'elle représente.

Aux fins de ces indemnités et de cette allocation, une personne qui, immédiatement avant une dissolution de l'Assemblée, y était député, est censée continuer de l'être jusqu'à la date de l'élection suivante.

7. En outre de l'indemnité annuelle:

1° le président de l'Assemblée reçoit sur une base annuelle une indemnité égale à 90% de l'indemnité annuelle;

2° chacun des vice-présidents de l'Assemblée reçoit sur une base annuelle une indemnité égale à 40% de l'indemnité annuelle;

3° chacun des adjoints parlementaires reçoit sur une base annuelle une indemnité égale à 20% de l'indemnité annuelle;

4° le député qui occupe le poste reconnu de chef de l'opposition officielle à l'Assemblée reçoit sur une base annuelle une indemnité égale à 90% de l'indemnité annuelle;

5° le député qui occupe le poste reconnu de leader parlementaire de l'opposition officielle reçoit sur une base annuelle une indemnité égale à 35% de l'indemnité annuelle;

6° le député, autre que celui visé au paragraphe 4°, qui dirige à l'Assemblée un parti de l'opposition:

a) qui, à la dernière élection générale, a fait élire au moins douze députés, ou

b) dont l'effectif reconnu à cette Assemblée comprend moins de douze députés mais qui, d'après le recensement officiel des votes donnés dans l'ensemble du Québec à la dernière élection générale, a obtenu 20% des votes valides donnés, ou

c) qui était représenté, suivant les sous-paragraphe *a* ou *b*, lors de la législature précédente, reçoit sur une base annuelle une indemnité égale à 35% de l'indemnité annuelle;

7° le député qui occupe le poste reconnu de whip en chef du gouvernement à l'Assemblée reçoit sur une base annuelle une indemnité égale à 35% de l'indemnité annuelle;

8° le député qui occupe le poste reconnu de whip en chef de l'opposition officielle reçoit sur une base annuelle une indemnité égale à 20% de l'indemnité annuelle;

9° le député qui n'est pas membre du Conseil exécutif et qui occupe le poste reconnu de leader parlementaire adjoint du gouvernement reçoit sur une base annuelle une indemnité égale à 20% de l'indemnité annuelle;

10° le député qui occupe le poste reconnu de leader parlementaire adjoint du parti de l'opposition officielle reçoit sur une base annuelle une indemnité égale à 15% de l'indemnité annuelle;

11° le député qui occupe le poste de whip d'un parti visé au paragraphe 6°, de whip adjoint du gouvernement ou de whip adjoint de l'opposition officielle reçoit sur une base annuelle une indemnité égale à 15% de l'indemnité annuelle; aux fins du présent paragraphe, le gouvernement et l'opposition officielle ont droit à un nombre de whips adjoints égal aux multiples de vingt députés en sus de vingt, les fractions de vingt n'étant pas comptées aux fins du présent article;

12° le député nommé pour agir comme président d'une commission reçoit sur une base annuelle une indemnité égale à 10% de l'indemnité annuelle;

13° le député nommé pour agir comme vice-président d'une commission reçoit sur une base annuelle une indemnité égale à 5% de l'indemnité annuelle, sauf s'il reçoit déjà une indemnité en vertu du présent article ou de l'article 7 de la Loi sur l'exécutif;

14° le député qui est membre du Bureau de l'Assemblée nationale reçoit sur une base annuelle une indemnité égale à 5% de l'indemnité annuelle, sauf s'il reçoit déjà une indemnité en vertu du présent article ou de l'article 7 de la Loi sur l'exécutif.

8. Une indemnité accordée en vertu de l'article 7 ne peut être inférieure à celle qui a été accordée pour l'année 1982.

L'indemnité visée dans le paragraphe 9° de l'article 7 ne peut être inférieure à celle qui a été accordée à un député visé dans le paragraphe 3° de cet article pour l'année 1982.

L'indemnité visée dans le paragraphe 10° de l'article 7 ne peut être inférieure à celle qui a été accordée à un député visé dans le paragraphe 11° de cet article pour l'année 1982.

§2.—*Allocation de dépenses*

9. Chaque député reçoit une allocation annuelle de 7 500 \$ pour le remboursement de dépenses qu'il encourt dans l'exercice de ses fonctions.

10. À compter de l'année 1984, cette allocation est, le 1^{er} janvier de chaque année, ajustée selon le taux d'augmentation de l'indice des prix à la consommation pour le Canada déterminé par Statistiques Canada.

Le taux de cette augmentation est établi par l'indice des prix à la consommation pour le Canada pour le mois précédant l'ajustement, réduit de l'indice des prix à la consommation pour le Canada du même mois de l'année précédente, divisé par ce dernier indice des prix à la consommation.

SECTION II

ALLOCATION DE TRANSITION

11. Un député qui, après le 1^{er} janvier 1983, démissionne comme membre de l'Assemblée, est défait lors d'une élection ou termine un mandat à ce titre sans être candidat à l'élection qui suit la fin de ce mandat a droit à une allocation de transition.

12. Cette allocation est égale à deux fois le traitement mensuel du député pour chaque année complète pendant laquelle il a été membre de l'Assemblée. Il a aussi droit, le cas échéant, à deux fois la portion du traitement mensuel équivalente à la fraction d'année pendant laquelle il a été membre de l'Assemblée.

L'allocation ne peut être inférieure à quatre fois le traitement mensuel. Elle ne peut toutefois être supérieure à douze fois le traitement mensuel.

La période pendant laquelle s'échelonne le paiement de l'allocation correspond au nombre de mois de traitement auquel il a droit.

13. Le traitement mensuel visé dans l'article 12 est égal au plus élevé des montants suivants:

1° le douzième de la somme des indemnités visées dans la sous-section 1 de la section I du chapitre I et de celles prévues à l'article 7 de la Loi sur l'exécutif reçues par le député dans les douze mois précédant la fin de son mandat; s'il a été membre de l'Assemblée moins de 12 mois, la somme de ces indemnités divisée par le nombre de mois et partie de mois pendant lesquels il a été membre de l'Assemblée au cours de ce mandat;

2° le trente-sixième de la somme des indemnités visées dans le paragraphe 1° reçues par le député pour les trois années de service au sens de l'article 19 les mieux rémunérées au cours de son dernier mandat ou au cours de tous ses mandats pourvu qu'ils aient été ininterrompus; si le bénéficiaire compte moins de trois années de service, mais plus d'une au cours de ces mandats successifs, la somme de ces indemnités divisée par le nombre de mois et partie de mois qu'il compte durant cette période.

Pour les fins du paragraphe 2°, l'indemnité d'une année est présumée avoir été reçue de façon uniforme durant toute la période de service comptée pour cette année.

14. La personne qui reçoit une allocation perd le crédit de la totalité des années ou parties d'année effectuées antérieurement à son départ pour le calcul de toute allocation de transition à laquelle elle pourrait avoir droit à l'issue d'un mandat ultérieur.

Seul un député en fonction le 1^{er} janvier 1983 peut faire compter des années ou parties d'année antérieures à cette date pour le calcul de toute allocation de transition.

15. L'allocation est versée dès la fin du mandat du député de façon périodique et à terme échu de la même manière que lui était versée son indemnité.

16. Le paiement de l'allocation cesse le jour du décès de l'ancien député. Il cesse également le jour où son bénéficiaire devient à nouveau député.

17. Le paiement d'une prestation en vertu d'un plan d'assurance-invalidité déterminé par le Bureau en vertu de l'article 26 emporte le droit à l'allocation de transition pour une période correspondante à la période de paiement de l'assurance-invalidité.

CHAPITRE II

RÉGIME DE PENSION

18. Le député a droit à une pension établie sur la base de ses contributions et de la durée de son appartenance à l'Assemblée.

Ce droit s'exerce suivant les conditions et selon les modalités prévues par le présent chapitre.

SECTION I

INTERPRÉTATION

19. Dans le présent chapitre, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par:

«député»: la personne qui remplit les conditions prévues à l'un ou l'autre des paragraphes suivants:

1° elle devient membre de l'Assemblée après le 1^{er} janvier 1983 sans bénéficier, au moment où elle le devient, d'une pension en vertu de la Loi sur la Législature (L.R.Q., chapitre L-1);

2° elle a opté d'être assujettie au présent régime de pension en vertu de l'article 103.17 de la Loi sur la Législature;

«indemnité»: l'indemnité annuelle prévue par les articles 1 à 5 et, dans le cas des titulaires de fonction qui en bénéficient, l'indemnité additionnelle prévue par l'article 7 de la présente loi et par l'article 7 de la Loi sur l'exécutif;

«année de service»: un total de trois cent soixante-cinq jours pendant lesquels une personne a été membre de l'Assemblée, que son appartenance ait été continue ou non.

20. Aux fins du présent chapitre, une personne ne cesse pas d'être membre de l'Assemblée du seul fait de sa dissolution, mais elle cesse de l'être à compter du jour fixé pour l'élection qui suit cette dissolution si elle n'est pas alors réélue.

SECTION II

CONTRIBUTION

21. Une contribution au régime de pension doit être retenue sur chaque versement de l'indemnité du député.

Cette retenue est:

1° de 10%, jusqu'à concurrence du montant de l'exemption personnelle au sens de la Loi sur le régime de rentes du Québec;

2° de 8,2% sur l'excédent jusqu'à concurrence du maximum des gains admissibles au sens de cette loi;

3° de 10% sur le reste.

22. Cette contribution est incessible et insaisissable et est versée au fonds consolidé du revenu.

Elle est portée dans un compte distinct au crédit du député.

23. La personne qui cesse d'être député a droit, avant qu'une pension lui soit accordée, au retrait de la totalité de ses contributions avec intérêt composé pour chaque année au cours de laquelle elle a contribué, selon le taux de rendement moyen des placements faits par la Caisse de dépôt et placement du Québec à même les fonds qui lui sont versés en vertu de l'article 123 de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (L.R.Q., chapitre R-10).

La personne qui a demandé le versement de prestations en vertu d'un plan d'assurance-invalidité visé dans l'article 26 et qui y est admissible n'a pas droit au retrait de ses contributions tant que dure l'invalidité.

Au cas de décès du député ou de l'ancien député non admissibles à leur pension, les contributions sont versées aux ayants droit aux mêmes conditions, même si le député ou l'ancien député a fait le choix prévu à l'article 51.

Le retrait des contributions emporte le droit aux années de service aux fins d'admissibilité à la pension et du calcul de cette pension.

24. Les contributions visées dans l'article 23 comprennent également celles qui ont été versées par un député ou retenues sur son traitement avant le 1^{er} janvier 1983 en vertu du système de pensions de retraite constitué par la Loi sur la Législature dans le cas où il a fait l'option prévue à l'article 103.17 de cette loi.

25. Les contributions à l'égard desquelles une personne exerce le droit de retrait prévu à l'article 23 ne portent intérêt qu'à compter du 1^{er} janvier 1983 si elles ont été retenues sur le traitement du député ou versées par ce dernier avant cette date.

26. Le député qui cesse d'être membre de l'Assemblée pour raison d'incapacité physique ou mentale est réputé, pour les fins du calcul du crédit de pension et du cumul des années de service prévus au présent régime, avoir continué de contribuer jusqu'à la date à laquelle il devient admissible à une pension en vertu du paragraphe 1^o de l'article 32 sur l'indemnité annuelle versée à un député en vertu des articles 1 à 5. Cette présomption ne s'applique que pour la période pendant laquelle il est déclaré admissible aux prestations d'un plan d'assurance-invalidité déterminé par le Bureau de l'Assemblée nationale et pendant laquelle il reçoit de telles prestations.

27. Les contributions qui sont réputées avoir été versées en vertu de l'article 26 donnent droit au retrait prévu par l'article 23.

28. Le député peut racheter et faire compter, aux fins de pension, en totalité ou en partie la période pendant laquelle il a déjà contribué en vertu du système de pensions de retraite constitué par la Loi sur la Législature et à l'égard de laquelle il a obtenu le retrait de ses contributions en vertu de cette loi avant le 1^{er} janvier 1983.

Le député qui désire se prévaloir du présent article doit en donner avis écrit au Bureau et verser au fonds consolidé du revenu, pour chaque année ou fraction d'année antérieure rachetée, un montant égal à la contribution qui aurait été retenue, en vertu de l'article 21, sur son indemnité au moment de la demande de rachat.

Pour chaque année de service ainsi rachetée, il lui est accordé un crédit de pension égal à 4% de l'indemnité qu'il reçoit au moment de la demande du rachat; ce crédit de pension est réduit de la façon prévue à l'article 36.

Pour chaque fraction d'année de service ainsi rachetée, il lui est accordé une fraction équivalente d'un crédit de pension.

Les crédits de pension ainsi accordés s'ajoutent au crédit de pension de l'année de la demande de rachat.

29. Le paiement des contributions relatives au rachat d'années ou de fractions d'années de service peut être étalé jusqu'au moment où une pension devient payable en vertu du présent chapitre. Les versements et les intérêts y afférents sont effectués selon les conditions et les modalités que prescrit le Bureau par règlement.

30. La personne qui, après s'être prévalu des dispositions de l'article 28, cesse d'être membre de l'Assemblée peut néanmoins poursuivre le paiement de ses versements conformément à l'article 29 jusqu'au moment où une pension lui devient payable.

31. Un député qui a été membre du Parlement du Canada et qui n'a pas droit à une allocation de retraite en vertu de la Loi sur les allocations de retraite des membres du Parlement (Statuts révisés du Canada, 1970, chapitre M-10) peut racheter et faire compter, aux fins de pension, en totalité ou en partie, le temps pendant lequel il a été membre du Parlement aux conditions prévues aux articles 28, 29 et 30.

SECTION III

PENSION

§ 1.— *Admissibilité*

32. Il est accordé une pension en vertu du présent régime à la personne qui a cessé d'être député, qui en fait la demande et qui satisfait aux conditions prévues au paragraphe 1° ou 2°:

1° son âge et ses années de service, y compris celles pour lesquelles un crédit de pension lui a été accordé suite à un rachat, totalisent 65 ou plus et son âge est d'au moins 60 ans;

2° son âge est de 55 ans ou plus.

Dans le cas visé au paragraphe 2°, la pension est réduite, pendant sa durée, de 1/2 de 1% calculé pour chaque mois compris entre la date à laquelle la pension est accordée et la date où la personne serait admissible à la pension en vertu du paragraphe 1°, en ne tenant compte que des années de service reconnues au moment où elle cesse d'être membre de l'Assemblée.

33. Dès qu'une personne atteint l'âge de 71 ans, la pension lui est payée même si elle n'a pas cessé d'être député. Si une personne a atteint cet âge, elle ne peut contribuer au présent régime et accumuler des crédits de pension.

§ 2.— *Calcul de la pension*

34. Le montant de la pension annuelle payable est égal au total des crédits de pension prévus à l'article 35 et, le cas échéant, aux articles 28, 31 et 40.

35. Un crédit de pension égal à 4% de l'indemnité reçue par le député lui est accordé pour chaque année au cours de laquelle une contribution lui est retenue.

36. Chaque crédit de pension est réduit, dans l'année pour laquelle il est accordé, de 0,7% de l'indemnité reçue jusqu'à concurrence du maximum des gains admissibles au sens de la Loi sur le régime de rentes du Québec.

37. Chaque crédit de pension est indexé annuellement, le 1^{er} janvier et jusqu'au 1^{er} janvier précédant la date où la pension devient payable, selon le taux d'augmentation de l'indice des rentes déterminé en vertu de la Loi sur le régime de rentes du Québec.

38. À la date où la pension devient payable, le montant annuel de celle-ci ne peut excéder 70% de l'indemnité moyenne reçue par le député pour les trois années de service les mieux rémunérées au cours de son dernier mandat ou au cours de tous ses mandats pourvu qu'ils aient été ininterrompus.

Pour les fins du présent article, l'indemnité d'une année est présumée avoir été reçue de façon uniforme durant toute la période de service comptée pour cette année.

Si le bénéficiaire compte moins de trois années de service au cours de ces mandats successifs, l'indemnité moyenne est calculée exclusivement sur la base des années de service qu'il compte durant cette période.

Toutefois, si le bénéficiaire a déjà été membre de l'Assemblée à une époque antérieure, pour une période non continue à celle de ces mandats successifs, toute année de service doit être prise en considération dans la mesure où il en résulte une majoration de l'indemnité moyenne reçue par le député pour les trois années de service les mieux rémunérées.

Pour les fins du présent article, l'indemnité moyenne est indexée à partir du moment où le bénéficiaire a cessé, pour la dernière fois, d'être membre de l'Assemblée jusqu'à la date où une pension lui est payable, de la manière que le prévoit l'article 37.

39. Le bénéficiaire qui reçoit une pension dont le montant est inférieur à celle qu'il recevrait sans l'application de l'article 38 a droit au retrait, conformément à l'article 23, de la partie de ses contributions qui correspond à la proportion selon laquelle les crédits de pension excèdent le montant de la pension qui lui est accordée.

Les crédits de pension réduits ou annulés par l'effet du retrait des contributions sont ceux accordés au cours de l'année de service la plus récente d'abord et, ensuite, ceux accordés au cours de chaque année qui la précède.

40. Il est accordé à l'ancien député qui, en vertu de l'article 103.17 de la Loi sur la Législature, fait l'option d'être assujéti au régime de pension constitué par le présent chapitre, un crédit de pension pour chaque année établie en vertu de cette loi et au cours de laquelle il a versé des contributions en vertu de la même loi.

Pour chaque fraction d'année, il lui est accordé une fraction équivalente d'un crédit de pension, sous réserve du dernier alinéa de l'article 89 de la Loi sur la Législature.

Ce crédit de pension est établi suivant les articles 35 à 37. Le Bureau prescrit par règlement le taux d'indexation du crédit de pension pour les années antérieures à 1975.

41. Aucun crédit de pension ne peut être accordé en vertu de l'article 40 pour une année ou une fraction d'année à l'égard de laquelle l'ancien député a retiré ses contributions à moins qu'il n'ait exercé le droit de rachat prévu par les articles 94 ou, le cas échéant, 95 de la Loi sur la Législature.

L'ancien député qui a exercé le droit de rachat prévu par les articles 94 ou, le cas échéant, 95 de la Loi sur la Législature, mais qui n'a pas complété le paiement de ce rachat à la date de son option d'être assujéti au présent régime, peut poursuivre le paiement du rachat conformément à ces articles.

§ 3.— *Ajustement de la pension*

42. Une pension payable en vertu du présent régime est, à l'époque prescrite en vertu de l'article 119 de la Loi sur le régime de rentes du Québec, indexée annuellement de l'excédent du taux d'augmentation de l'indice des rentes déterminé par cette loi sur 3%.

§ 4.— *Modes de paiement de la pension*

43. Une pension accordée en vertu du présent régime est payée au bénéficiaire de façon périodique et à terme échu, jusqu'au jour où il cesse d'y avoir droit.

44. Aucune pension n'est payable pour la période pendant laquelle est versé le paiement de l'allocation de transition, sauf pour la personne qui est âgée de 71 ans ou plus.

45. Sous réserve de l'article 44, la pension peut être payée rétroactivement à la personne qui y a droit, à la date à laquelle la pension serait devenue payable en vertu du paragraphe 1° de l'article 32, si la demande est faite postérieurement à cette date.

46. Sous réserve de l'article 51, si une personne admissible à la pension décède avant qu'une pension lui ait été accordée pendant au moins dix ans à la suite de son dernier mandat de député, ses ayants droit ont droit de recevoir, jusqu'à l'expiration de cette période, la pension à laquelle cette personne avait droit au moment de son décès, ou de recevoir globalement, sur demande, une somme équivalente à la valeur actuelle de cette pension.

Le Bureau détermine par règlement les modalités de calcul qui servent à établir la valeur actuelle de la pension.

47. Le paiement d'une pension cesse pendant que le bénéficiaire exerce de nouveau le mandat de député, sauf s'il est âgé de 71 ans ou plus.

Dans ce cas, il contribue à nouveau au présent régime. Au moment où il cesse d'être membre de l'Assemblée, sa pension est de nouveau calculée en tenant compte des crédits de pension qu'il a accumulés, y compris ceux qui ont servi au calcul de la pension dont le paiement a cessé.

48. Au moment où il cesse d'être membre de l'Assemblée ou le jour où il atteint 71 ans, il a droit de recevoir le plus élevé des montants suivants: la pension recalculée ou la pension à laquelle il aurait droit à ce moment si le paiement n'avait pas cessé conformément à l'article 47.

Le calcul de ces pensions se fait sans égard aux effets du choix prévu à l'article 51.

Si le plus élevé des montants n'est pas la pension recalculée, les contributions que le député a versées en vertu du deuxième alinéa de l'article 47 lui sont remboursées avec intérêt calculé de la façon prévue à l'article 23.

49. Les pensions payables et les contributions remboursées en vertu du présent chapitre sont incessibles et insaisissables.

Toutefois, dans le cas de dette alimentaire, elle est insaisissable jusqu'à concurrence de 50%.

50. Un député dont le siège est devenu vacant à la suite d'une infraction à la présente loi n'a droit qu'au remboursement de ses contributions.

51. Le député ou l'ancien député peut, avant qu'une pension lui devienne payable, choisir de remplacer cette pension par une pension viagère avec continuité en faveur de son conjoint survivant.

Ce choix est réputé n'avoir jamais été fait si, au moment de son décès, le député ou l'ancien député n'a pas de conjoint survivant et si le versement de sa pension n'a pas débuté.

Ce choix est irrévocable dès que débute le versement de la pension. Il peut toutefois l'exercer ou le modifier, selon le cas, pendant que cesse le versement de sa pension suite à l'exercice d'un nouveau mandat.

La pension du conjoint survivant peut être fixée, au choix de l'ancien député, à 100% ou à 50% du montant de la pension à laquelle

il a droit, compte tenu de l'ajustement résultant de l'équivalence actuarielle telle qu'établie selon les critères prescrits par règlement du Bureau.

52. L'article 46 ne s'applique pas aux ayants droit de celui qui a fait le choix prévu à l'article 51.

53. Aux fins de la présente sous-section, le terme « conjoint » signifie l'homme et la femme:

1° qui sont mariés et cohabitent; ou

2° qui vivent ensemble maritalement et qui:

a) résident ensemble depuis trois ans ou depuis un an si un enfant est issu de leur union;

b) sont publiquement représentés comme conjoints; et

c) lors du décès de l'un d'eux, ni l'un ni l'autre n'était marié à une autre personne.

54. Le droit à la pension de conjoint survivant débute le lendemain du décès de l'ancien député.

55. La pension prévue à l'article 54 n'est accordée que sur demande du conjoint survivant au Bureau et après que ce dernier se soit assuré qu'il y a droit.

56. Si le total des montants versés à titre de pension à un bénéficiaire et à son conjoint survivant en vertu de la présente loi et de la Loi sur la Législature est inférieur au montant total des contributions de ce bénéficiaire accumulées avec intérêt composé, jusqu'à la date à laquelle la pension lui est devenue payable suite à son dernier mandat, calculé selon le taux visé à l'article 23, la différence est payée à ses ayants droit en un seul versement dès que cesse le versement de la pension à la dernière personne qui y avait droit.

Toutefois, aucun intérêt n'est accordé pendant la période où une pension est versée.

SECTION IV

ADMINISTRATION

57. Le Bureau est chargé de l'administration du régime de pension. Il peut déléguer, en totalité ou en partie, et aux conditions qu'il détermine, les fonctions et pouvoirs qui lui sont conférés par le présent chapitre à la Commission administrative du régime de retraite ou à tout autre organisme qu'il désigne.

Les fonctions et pouvoirs conférés par le Bureau à la Commission administrative du régime de retraite sont réputés, le cas échéant, lui avoir été confiés en vertu de l'article 16 de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics.

58. Le Bureau de l'Assemblée nationale peut par règlement:

1° établir les modalités du calcul et d'application du taux de rendement prévu par l'article 23;

2° prescrire les conditions et modalités de versement des contributions visées dans l'article 29;

3° prescrire le taux d'indexation du crédit de pension visé dans le troisième alinéa de l'article 40;

4° déterminer les modalités de calcul qui servent à établir la valeur actuelle de la pension prévue dans l'article 46;

5° fixer les critères permettant l'établissement de l'équivalence actuarielle en vue de l'ajustement de la pension du conjoint survivant conformément à l'article 51;

6° déterminer les critères, conditions et modalités du paiement de la contribution additionnelle visée dans l'article 103.14 de la Loi sur la Législature;

7° adopter toute disposition permettant de suppléer à l'omission d'une disposition transitoire pour assurer, le cas échéant, l'application du présent régime de pension aux députés visés dans l'article 19;

8° prescrire toute autre mesure utile pour permettre l'application du présent chapitre.

SECTION V

RETOUR AU TRAVAIL DANS UNE AUTRE FONCTION

59. Si un ancien député, qui est devenu membre de l'Assemblée pour la première fois après le 1^{er} janvier 1983 et qui reçoit une pension, occupe quelque charge ou fonction au sein du gouvernement, l'un de ses ministères ou d'un organisme public, le traitement qu'il reçoit pour l'exercice de cette charge ou fonction est déduit de sa pension.

Il en est de même pour un ancien député dont le mandat s'est terminé avant le 1^{er} janvier 1983 et qui a reçu ou a droit au remboursement de ses contributions, ou s'il n'avait pas contribué au système de pensions de retraite constitué en vertu de la Loi sur la

Législature lors de son mandat, s'il devient assujetti au présent régime.

60. Sont des organismes publics aux fins de l'article 59:

1° l'Assemblée nationale;

2° un organisme dont celle-ci nomme les membres ou une personne qu'elle désigne pour exercer une fonction en relevant, avec le personnel qu'elle dirige;

3° un organisme dont le gouvernement ou un ministre nomme la majorité des membres, dont la loi ordonne que le personnel soit nommé ou rémunéré suivant la Loi sur la fonction publique ou dont le fonds social fait partie du domaine public;

4° les commissions scolaires régionales, les commissions scolaires et les corporations de syndicats régies par la Loi sur l'instruction publique (L.R.Q., chapitre I-14), le Conseil scolaire de l'Île de Montréal, les collèges d'enseignement général et professionnel, l'Université du Québec ainsi que ses universités constituantes, instituts de recherche et écoles supérieures;

5° les institutions déclarées d'intérêt public ou reconnues pour fins de subvention en vertu de la Loi sur l'enseignement privé (L.R.Q., chapitre E-9), les écoles régies par la Loi sur l'enseignement spécialisé (L.R.Q., chapitre E-10), les établissements d'enseignement supérieur dont plus de la moitié des dépenses de fonctionnement sont payées sur les crédits apparaissant aux prévisions budgétaires déposées à l'Assemblée;

6° les établissements publics visés dans les articles 10 et 11 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., chapitre S-5), les conseils régionaux de santé et de services sociaux constitués en vertu de cette loi, les centres hospitaliers qui sont des établissements privés conventionnés au sens de cette loi et la Corporation d'hébergement du Québec.

CHAPITRE III

DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

61. L'article 7 de la Loi sur l'exécutif (L.R.Q., chapitre E-18) est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«**7.** En outre des indemnités, allocations et autres sommes et bénéfices auxquels il a droit suivant la Loi sur les conditions de travail et le régime de pension des membres de l'Assemblée nationale (1982, chapitre *insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi n° 110*),

1° le Premier ministre reçoit une indemnité annuelle égale à 130% de l'indemnité annuelle visée dans les articles 1 à 5 de cette loi;

2° chaque membre du Conseil exécutif mentionné au premier alinéa de l'article 4 et à l'article 5 reçoit une indemnité annuelle égale à 90% de l'indemnité annuelle visée dans les articles 1 à 5 de cette loi;

3° chaque autre membre du Conseil exécutif reçoit une indemnité annuelle égale à 80% de l'indemnité annuelle visée dans les articles 1 à 5 de cette loi. ».

62. L'article 8 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **8.** Les sommes visées à l'article 7 sont payées à même le fonds consolidé du revenu. ».

63. L'article 93 de la Loi sur la Législature (L.R.Q. chapitre L-1) est remplacé par le suivant:

« **93.** Un député dont le siège est devenu vacant à la suite d'une infraction prévue par la Loi sur l'Assemblée nationale (1982, chapitre *insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi n° 90*) n'a droit qu'au remboursement de ses contributions. ».

64. L'article 96 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **96.** Le versement d'une pension cesse pendant que le bénéficiaire, le cas échéant, exerce de nouveau le mandat de député, sauf s'il est âgé de 71 ans ou plus.

Dès qu'une personne atteint l'âge de 71 ans, la pension lui est payée même si elle n'a pas cessé d'être député. Si une personne a atteint cet âge, elle ne peut fournir de contributions ni augmenter le nombre de mois de service aux fins de l'application de l'article 89. ».

65. Cette loi est modifiée par l'insertion après l'article 103 de ce qui suit:

« § 5.1—*Pension modifiée*

« **103.1** La présente sous-section ne s'applique qu'au député qui est membre de l'Assemblée nationale le 1^{er} janvier 1983 et à celui qui le devient par la suite si, au moment de son élection, il est bénéficiaire d'une pension en vertu de la présente loi.

« **103.2** Aux fins de la présente sous-section, le mot « indemnité » défini au deuxième alinéa du paragraphe *b* de l'article 85 s'entend de l'indemnité définie à l'article 19 de la Loi sur les conditions

de travail et le régime de pension des membres de l'Assemblée nationale.

« **103.3** Pour les fins de sa pension, le député est régi par les articles 85 à 100, 102 et 103 tels que modifiés par les dispositions de la présente sous-section, sous réserve de l'article 103.17.

« **103.4** Malgré les articles 86 et 87, la contribution au système de pensions de retraite est obligatoire.

La retenue fournie par le député sur son indemnité visée dans l'article 103.2 est:

1° de 10%, jusqu'à concurrence du montant de l'exemption personnelle au sens de la Loi sur le régime de rentes du Québec;

2° de 8,2%, sur l'excédent jusqu'à concurrence du maximum des gains admissibles au sens de cette loi;

3° de 10% sur le reste.

« **103.5** Le montant total des contributions d'un député qui sert de base au calcul de sa pension suivant l'article 89 est le moindre de:

1° le total des contributions qu'il a fournies au 1^{er} janvier 1983 indexé annuellement, à l'époque prescrite en vertu de l'article 119 de la Loi sur le régime de rentes du Québec, selon le taux d'augmentation de l'indice des rentes déterminé par cette loi et ce, à compter de l'année 1984 jusqu'au moment où la pension devient payable; ou

2° le total des contributions fournies au 1^{er} janvier 1983 et des contributions versées en vertu de l'article 103.4.

« **103.6** Dans le cas du député qui a bénéficié d'une pension en vertu de la présente loi, il a droit, au moment où il cesse d'être membre de l'Assemblée nationale ou le jour où il atteint l'âge de 71 ans, de recevoir le plus élevé des montants suivants:

1° la pension recalculée en vertu des articles 89 et 103.5; ou

2° la pension à laquelle il aurait droit à ce moment si le versement de la pension n'avait pas cessé conformément à l'article 96.

« **103.7** Aux fins de l'application du deuxième alinéa de l'article 90, aux fonctions qui y sont visées sont ajoutées celles prévues aux paragraphes 13° et 14° de l'article 7 de la Loi sur les conditions de travail et le régime de pension des membres de l'Assemblée nationale.

« **103.8** Dans le cas du député qui a exercé le droit de rachat prévu par les articles 94 ou, le cas échéant, 95 avant le 31 décembre 1982 et qui n'a pas complété le paiement du rachat à cette date, le montant total des contributions visé dans l'article 103.5 comprend les paiements de rachat effectués après cette date, excluant les intérêts qui font partie de tels paiements.

« **103.9** Un député est réputé, sans fournir une contribution additionnelle, avoir donné l'avis visé dans le paragraphe 2 de l'article 87 afin que les dispositions de l'article 98 soient applicables à son conjoint survivant et à ses enfants.

« **103.10** Aux fins de l'application du paragraphe 2 de l'article 98, le montant total des contributions du député est égal à celui qui sert de base au calcul de la pension d'un député, visé dans l'article 103.5.

« **103.11** Les pouvoirs conférés aux commissaires en vertu de la sous-section 5 sont exercés par le Bureau de l'Assemblée nationale.

« **103.12** La pension est payable au moment où cesse le paiement de l'allocation de transition accordée en vertu de la Loi sur les conditions de travail et le régime de pension des membres de l'Assemblée nationale, sauf si le bénéficiaire est âgé de 71 ans ou plus. Toutefois, si cette allocation est égale ou inférieure à la pension, la pension est payable au moment où le député qui y a droit cesse d'être membre de l'Assemblée nationale, sauf si le bénéficiaire est âgé de 71 ans ou plus.

Le paiement de cette pension emporte le droit à l'allocation de transition visée dans la Loi sur les conditions de travail et le régime de pension des membres de l'Assemblée nationale qui aurait été payable au moment où le député a cessé d'être membre de l'Assemblée, sauf si le bénéficiaire est âgé de 71 ans ou plus.

« **103.13** Aux fins de la présente sous-section, le terme « conjoint » a le sens que lui confère l'article 53 de la Loi sur les conditions de travail et le régime de pension des membres de l'Assemblée nationale.

« **103.14** Un député peut verser une contribution additionnelle de 2% pour toute période où sa contribution a été de 8% de son indemnité en vertu de la sous-section 5.

Cette contribution additionnelle est calculée sur l'indemnité qu'il recevait au moment où il a versé la contribution de 8% et elle est réputée aux fins du calcul de la pension faire partie du montant total de ses contributions versées au 1^{er} janvier 1983.

Les critères, conditions et modalités du paiement de cette contribution additionnelle sont déterminés par règlement du Bureau de l'Assemblée nationale.

Une telle contribution peut être remboursée conformément aux articles 92 et 93.

« **103.15** Aux fins de l'application de l'article 104 de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (L.R.Q., chapitre R-10), des articles 29 et 37 de la Loi sur le régime de retraite des enseignants (L.R.Q., chapitre R-11) et des articles 83 et 84 de la Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires (L.R.Q., chapitre R-12), un fonctionnaire, un employé ou un enseignant, selon le cas, est réputé avoir commencé à recevoir une pension en vertu de la présente loi ou de la Loi sur les conditions de travail et le régime de pension des membres de l'Assemblée nationale dès qu'il cesse d'être membre de l'Assemblée nationale et qu'il est admissible à la pension sans égard au paiement de l'allocation de transition.

Toutefois, les contributions remboursées en vertu de ces articles doivent être remises durant l'exercice du mandat du député.

« **103.16** Une pension payable à un député visé dans l'article 103.1 ou selon le cas, à son conjoint survivant et à ses enfants est incessible et insaisissable.

Toutefois, dans le cas de dette alimentaire, elle est insaisissable jusqu'à concurrence de 50%.

§ 5.2—*Choix du régime de pension*

« **103.17** Une personne visée dans l'article 103.1 peut opter pour le régime de pension constitué par la Loi sur les conditions de travail et le régime de pension des membres de l'Assemblée nationale en transmettant un avis écrit au Bureau.

Cet avis doit être donné:

1° dans les quatre mois qui suivent la date à laquelle elle cesse d'être membre de l'Assemblée nationale;

2° dans l'année qui précède son soixante et onzième anniversaire de naissance si elle est membre de l'Assemblée.

Dans le cas prévu au paragraphe 2°, l'option prend effet à compter de cet anniversaire.

« **103.18** Le système de pensions de retraite constitué en vertu de la présente loi ne s'applique pas à une personne qui, en vertu de

l'article 103.17, a opté pour le régime de pension constitué par la Loi sur les conditions de travail et le régime de pension des membres de l'Assemblée nationale.

66. L'article 104 de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (L.R.Q., chapitre R-10) est modifié par l'insertion dans la septième ligne, après les mots « la Loi sur la Législature (chapitre L-1) » des mots « ou de la Loi sur les conditions de travail et le régime de pension des membres de l'Assemblée nationale (1982, chapitre *insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi n° 110*) ».

67. L'article 29 de la Loi sur le régime de retraite des enseignants (L.R.Q., chapitre R-11) est modifié par le remplacement dans la septième ligne, des mots « pourvu, dans ce dernier cas, » par les mots « ou en vertu de la Loi sur les conditions de travail et le régime de pension des membres de l'Assemblée nationale (1982, chapitre *insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi n° 110*) pourvu, dans le cas de ces deux lois, ».

68. L'article 37 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la sixième ligne du troisième alinéa, avant le mot « pourvu » des mots « ou de la Loi sur les conditions de travail et le régime de pension des membres de l'Assemblée nationale (1982, chapitre *insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi n° 110*) ».

69. L'article 35 de la Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires (L.R.Q., chapitre R-12) est modifié par le remplacement dans la sixième ligne, des mots « pourvu, dans ce dernier cas, » par les mots « ou en vertu de la Loi sur les conditions de travail et le régime de pension des membres de l'Assemblée nationale (1982, chapitre *insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi n° 110*) pourvu, dans le cas de ces deux lois, ».

70. L'article 83 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la sixième ligne du troisième alinéa, avant le mot « pourvu » des mots « ou de la Loi sur les conditions de travail et le régime de pension des membres de l'Assemblée nationale (1982, chapitre *insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi n° 110*) ».

71. L'article 84 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la septième ligne du premier alinéa, des mots « pourvu, dans ce dernier cas, », par les mots « ou en vertu de la Loi sur les conditions de travail et le régime de pension des membres de l'Assemblée nationale (1982, chapitre *insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi n° 110*) pourvu, dans le cas de ces deux lois, ».

72. Les commissaires qui sont membres de la Commission de régie interne de l'Assemblée nationale à la date de l'entrée en vigueur de la présente loi exercent les fonctions et pouvoirs dévolus au Bureau de l'Assemblée nationale en vertu du chapitre II de la présente loi et de la sous-section 5.1 de la Loi sur la Législature jusqu'au moment de la désignation des membres de ce Bureau.

73. Toute somme payable en vertu de la présente loi à un député ou à une personne qui a cessé de l'être, est prise sur le fonds consolidé du revenu.

Il en est de même pour toute somme payable à d'autres personnes en vertu du régime de pension constitué par la présente loi.

74. La présente loi a effet indépendamment des dispositions des articles 2 et 7 à 15 de la Loi constitutionnelle de 1982 (annexe B de la Loi sur le Canada, chapitre 11 du recueil des lois du Parlement du Royaume-Uni pour l'année 1982).

75. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction à l'exception des articles 11 à 60 et 63 à 72 lesquels entreront en vigueur le 1^{er} janvier 1983.